

SENATO DELLA REPUBBLICA

XIV LEGISLATURA

Doc. XII-*bis*
n. 37

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA EUROPEA INTERNALE DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

I parte della 48^a Sessione ordinaria
(Parigi, 3-5 giugno 2002)

Raccomandazione n. 708 (*)

sui paesi non membri dell'Unione Europea e l'Europa della difesa
– Risposta alla relazione annuale del Consiglio

Annunziata il 24 settembre 2002

SENATO DELLA REPUBBLICA
XIV LEGISLATURA

Doc. XII-*bis*
N. 37

**ASSEMBLEA
DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE
ASSEMBLEA EUROPEA INTERNALE DELLA SICUREZZA
E DELLA DIFESA**

I parte della 48^a Sessione ordinaria
(Parigi, 3-5 giugno 2002)

Raccomandazione n. 708 (*)

sui paesi non membri dell'Unione Europea e l'Europa della difesa
– Risposta alla relazione annuale del Consiglio

Annunziata il 24 settembre 2002

L'Assemblée,

(i) Appuyant tous les efforts initiés par les pays membres en vue de rendre l'Union européenne capable de devenir un acteur crédible sur la scène internationale et de réaliser, à cet effet, sa politique européenne de sécurité et de défense (PESD) et son objectif global, en vue de contribuer à la stabilité et à la sécurité en Europe et dans le monde;

(ii) Soulignant que les efforts de l'UE dans ce domaine doivent être menés dans

le respect du principe de l'indivisibilité de la sécurité européenne et dans le but de promouvoir une approche inclusive à l'égard des Etats européens membres de l'OTAN ne faisant pas partie de l'UE, d'autres pays candidats à l'adhésion à l'UE, ainsi que d'autres pays européens, dont la participation à la PESD devra être la plus large possible, sans mettre en cause l'autonomie décisionnelle de l'UE;

(iii) Réitérant que les dix pays membres de l'UEO, signataires du Traité de Bruxelles modifié et du Traité de Washington, et les six Etats européens membres de l'OTAN ne faisant pas partie de l'UE apportent des contributions essentielles à la défense collective de l'Europe, à son

(*) Adoptée par l'Assemblée le 4 juin 2002, au cours de la troisième séance.

intégrité territoriale et à la sécurité de l'UE;

(iv) Constatant que le Conseil de l'UEO a décidé de maintenir le statut des pays membres associés et associés partenaires de l'UEO et se félicitant de la volonté de ces pays de contribuer activement à la gestion militaire et civile des crises dans le cadre de la PESD;

(v) Rappelant que la cessation de facto des activités de l'UEO à 28 dans le domaine de la gestion de crise, à la suite des décisions prises par le Conseil européen, a placé l'UE devant la responsabilité de trouver pour les Etats européens membres de l'OTAN ne faisant pas partie de l'UE et d'autres pays candidats à l'adhésion à l'UE des arrangements satisfaisants afin d'assurer leur participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la PESD, tout en respectant les modalités agréées au sommet de l'OTAN à Washington et ensuite aux sommets de l'UE à Cologne, Helsinki, Feira et Nice;

(vi) Soulignant que le raisonnement sur la nature profondément différente de l'UE par rapport à l'UEO et à l'OTAN ne peut justifier la remise en cause de l'acquis sécuritaire que les pays susmentionnés ont obtenu dans le cadre de l'UEO;

(vii) Constatant que des arrangements ont été adoptés à Nice et à Göteborg notamment, pour permettre aux Etats européens membres de l'OTAN ne faisant pas partie de l'UE et à d'autres pays candidats à l'adhésion de participer aux opérations de gestion de crise dirigées par l'UE;

(viii) Estimant néanmoins que des efforts restent encore à faire pour clarifier la mise en oeuvre de ces arrangements;

(ix) Souhaitant donc vivement qu'un arrangement sur les modalités de participation de ces pays à la PESD, sur lesquelles les pays membres de l'UE n'ont pas encore pu se mettre d'accord lors du

sommet de Laeken, soit trouvé dans les meilleurs délais et que cet arrangement respecte les principes institutionnels de la prise de décision en vigueur au sein de l'UE et les intérêts légitimes de tous les pays concernés;

(x) Soulignant que la conclusion d'un tel arrangement est d'autant plus urgente que, dans la situation actuelle, l'UE n'est pas en mesure de conduire une opération correspondant aux missions de Petersberg les plus exigeantes sans avoir recours aux moyens et capacités de l'OTAN;

(xi) Souhaitant également que les autres dossiers de coopération entre l'UE et l'OTAN soient rapidement réglés par un accord entre les deux organisations qui satisfasse les besoins de toutes les parties intéressées;

(xii) Reconnaissant aux pays membres associés de l'UEO de leurs contributions constructives à la coopération européenne en matière d'armement en tant que membres de plein droit du Groupe Armement de l'Europe occidentale (GAEO) et de l'Organisation de l'armement de l'Europe occidentale (OAEO), ainsi qu'aux travaux du Centre satellitaire;

(xiii) Prenant acte avec satisfaction des informations contenues dans la partie XI du rapport annuel du Conseil sur les progrès enregistrés en ce qui concerne la participation des pays associés partenaires de l'UEO à certaines activités du GAEO;

(xiv) Estimant qu'il serait important d'utiliser immédiatement le supplément de capacités militaires et le potentiel de l'industrie de défense offerts notamment par les Etats européens membres de l'OTAN ne faisant pas partie de l'UE, par d'autres pays candidats à l'adhésion à l'UE et par d'autres pays européens tels que la Russie et l'Ukraine,

RECOMMANDATION AU CONSEIL

1. D'agir en défenseur des intérêts de ses membres associés et associés partenaires auprès de l'UE et de proposer à celle-ci:

(a) d'adapter la fréquence des réunions des 15 + 6 et des 15 + 15 au moins au standard établi récemment entre l'UE et la Russie;

(b) de ne pas limiter les sujets des réunions à 15 + 6 exclusivement aux relations entre l'UE et l'OTAN et de donner aux Etats européens membres de l'OTAN ne faisant pas partie de l'UE et à d'autres pays candidats à l'adhésion la possibilité de contribuer à l'ordre du jour des réunions à 15 + 6 et à 15 + 15;

(c) d'inclure les contributions des pays en question dans le catalogue des forces établi par l'UE;

(d) de leur donner la possibilité de participer aux groupes de travail instaurés par l'UE en vue d'étudier les lacunes existantes sur le plan des capacités militaires indispensables pour la réalisation de l'objectif global;

(e) d'accroître les droits de participation des Etats européens membres de l'OTAN ne faisant pas partie de l'UE aux activités du Centre satellitaire de l'UE et de leur transmettre de façon régulière les résultats des travaux du Centre effectués dans le domaine de la PESC et de la PESD;

(f) de renforcer la participation des pays en question dans le domaine de la gestion civile des crises comme le prévoient les missions de Petersberg;

(g) de promouvoir la participation de chercheurs associés provenant des pays européens non membres de l'UE aux travaux de l'Institut d'études de sécurité de l'UE et d'inviter des représentants de ces pays à contribuer aux travaux du nouveau groupe de travail en vue de l'élaboration d'un « Livre » sur la défense européenne;

2. D'élaborer dans les meilleurs délais, dans le cadre du GAEAO et de l'OAEAO, un

concept inclusif de coopération en matière d'armement visant à donner une impulsion politique efficace en vue de la transformation éventuelle de l'OAEAO en Agence européenne de l'armement au service de la PESD;

3. D'étudier la possibilité de proposer aux pays associés partenaires d'adhérer au GAEAO en tant que membres de plein droit;

4. De faire en sorte que l'adhésion à l'OAEAO des membres du GAEAO qui n'en font pas encore partie soit accélérée et que la possibilité de proposer aux pays associés partenaires d'adhérer à l'OAEAO en tant que membres de plein droit soit étudiée;

5. De proposer à l'UE d'ouvrir aux membres européens de l'OTAN non membres de l'UE et ultérieurement aux candidats à l'UE ainsi qu'aux Etats tiers, tels que la Russie et l'Ukraine, la possibilité de participer à des consultations bilatérales poussées avec les Quinze lors des Conférences de capacités afin qu'ils puissent faire des offres et de réfléchir à des moyens de les impliquer plus avant;

6. De conserver l'UEO, en tant qu'organisation à 28, comme instrument de réserve pour réaliser, le cas échéant, des projets qui ne peuvent être mis en oeuvre par l'UE, tout en s'appuyant sur le Traité de Bruxelles modifié et sur l'article 17.4 du Traité sur l'Union européenne dans la version de Nice, qui confirme que celui-ci « ne fait pas obstacle au développement d'une coopération plus étroite (...) dans le cadre de l'UEO »;

7. D'accepter, sur proposition de l'Assemblée, des contributions volontaires de pays membres associés qui en feraient la demande;

8. De continuer à faire preuve d'un fort soutien politique vis-à-vis des activités de l'Assemblée, qui reste, pour l'heure, le seul forum de réflexion stratégique permettant d'assumer, au niveau européen, la dimension parlementaire de la PESD en incluant les Etats européens membres de l'OTAN ne faisant pas partie de l'UE et d'autres pays candidats à l'adhésion à l'UE.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 708****sui paesi non membri dell'Unione Europea e l'Europa della difesa
– Risposta alla relazione annuale del Consiglio**

L'Assemblea,

(i) Sostenendo tutti gli sforzi avviati dai paesi membri al fine di rendere l'Unione Europea capace di diventare un attore credibile sulla scena internazionale e di realizzare, a questo scopo, la sua politica europea di sicurezza e di difesa (PESD) e il suo obiettivo globale, al fine di contribuire alla stabilità ed alla sicurezza in Europa e nel mondo;

(ii) Sottolineando che gli sforzi dell'UE in questo settore devono essere portati avanti nel rispetto del principio di indivisibilità della sicurezza europea e con lo scopo di promuovere un approccio inclusivo nei confronti degli Stati europei membri della NATO non facenti parte dell'UE, di altri paesi candidati all'adesione all'UE, così come altri paesi europei, la cui partecipazione alla PESD deve essere più ampia possibile, senza mettere in causa l'autonomia decisionale dell'UE;

(iii) Ribadendo che i dieci paesi membri dell'UEO, firmatari del Trattato di Bruxelles modificato e del Trattato di Washington, e i sei Stati europei membri della NATO non facenti parte dell'UE portano dei contributi essenziali alla difesa collettiva dell'Europa, alla sua integrità territoriale ed alla sicurezza dell'UE;

(iv) Constatando che il Consiglio dell'UEO ha deciso di mantenere lo statuto

dei paesi membri associati e partner associati dell'UEO e felicitandosi per la volontà di questi paesi di contribuire attivamente alla gestione militare e civile delle crisi nel quadro della PESD;

(v) Ricordando che la cessazione de facto delle attività dell'UEO a 28 nell'ambito della gestione di crisi, a seguito delle decisioni prese dal Consiglio europeo, ha posto l'UE di fronte alla responsabilità di trovare per gli Stati europei membri della NATO non facenti parte dell'UE ed altri paesi candidati all'adesione all'UE delle soluzioni soddisfacenti per assicurare la loro partecipazione all'elaborazione ed alla messa in opera della PESD, rispettando, nel contempo, le modalità accolte nel vertice della NATO a Washington e in seguito ai vertici dell'UE a Colonia, Helsinki, Feira e Nizza;

(vi) Sottolineando che il ragionamento sulla natura profondamente diversa dell'UE rispetto all'UEO e alla NATO non può giustificare la rimessa in causa dell'*acquis* in materia di sicurezza che i paesi summenzionati hanno ottenuto nel quadro dell'UEO;

(vii) Constatando che delle soluzioni sono state adottate a Nizza e a Goteborg in particolare, per permettere agli Stati europei membri della NATO non facenti parte dell'UE e ad altri paesi candidati all'adesione di partecipare alle operazioni di gestione di crisi dirette dall'UE;

(viii) Stimando tuttavia che vi sono ancora degli sforzi da intraprendere per chiarire l'applicazione di queste soluzioni;

(ix) Auspicando vivamente, dunque, che una soluzione sulle modalità di partecipazione di questi paesi alla PESD, sulle quali i paesi membri dell'UE non si sono ancora potuti mettere d'accordo in occasione del vertice di Laeken, sia trovata nel più breve tempo e che questa soluzione rispetti i principi istituzionali del processo decisionale in vigore nell'UE e gli interessi legittimi di tutti i paesi interessati;

(x) Sottolineando che la conclusione di un tale accordo è tanto più urgente in quanto, nella situazione attuale, l'UE non è in grado di condurre un'operazione corrispondente alle più esigenti missioni di Petersberg senza far ricorso ai mezzi ed alle capacità della NATO;

(xi) Auspicando altresì che gli altri argomenti di cooperazione tra l'UE e la NATO siano regolati rapidamente da un accordo tra le due organizzazioni che soddisfi le necessità di tutte le parti interessate;

(xii) Riconoscendo ai paesi membri associati dell'UEO per i loro contributi costruttivi alla cooperazione europea in materia di armamenti in qualità di membri a pieno titolo del Gruppo Armamento dell'Europa occidentale (GAEO) e dell'Organizzazione Armamento dell'Europa Occidentale (OAEO), così come ai lavori del Centro satellitare;

(xiii) Prendendo atto con soddisfazione delle informazioni contenute nella parte XI della relazione annuale del Consiglio sui progressi registrati per quanto riguarda la partecipazione dei paesi partner associati dell'UEO ad alcune attività del GAEO;

(xiv) Considerando che sarebbe importante utilizzare immediatamente il supplemento delle capacità militari e il potenziale dell'industria di difesa offerti in par-

ticolare dagli Stati europei membri della Nato non facenti parte dell'UE, da altri paesi candidati all'adesione all'UE e da altri paesi europei quali la Russia e l'Ucraina,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di agire in qualità di difensore degli interessi dei suoi membri associati e partner associati presso l'UE e di proporre ad essa:

(a) di adattare la frequenza delle riunioni dei 15 + 6 e dei 15 + 15 al meno allo standard stabilito recentemente tra l'UE e la Russia;

(b) di non limitare gli argomenti delle riunioni a 15 + 6 esclusivamente alle relazioni tra l'UE e la NATO e di dare agli Stati europei membri della NATO non facenti parte dell'UE e ad altri paesi candidati all'adesione la possibilità di contribuire all'ordine del giorno delle riunioni a 15 + 6 e a 15 + 15;

(c) di includere i contributi dei paesi in questione nel catalogo delle forze stabilito dall'UE;

(d) di dare loro la possibilità di partecipare ai gruppi di lavoro creati dall'UE in vista dello studio delle lacune esistenti sul piano delle capacità militari indispensabili per la realizzazione dell'obiettivo globale;

(e) di accrescere i diritti di partecipazione degli Stati europei membri della NATO non facenti parte dell'UE alle attività del Centro satellitare dell'UE e di trasmettere loro regolarmente i risultati dei lavori del Centro effettuati nell'ambito della PESC e della PESD;

(f) di rafforzare la partecipazione dei paesi in questione nel settore della gestione civile delle crisi come prevedono le missioni di Petersberg;

(g) di promuovere la partecipazione di ricercatori associati provenienti dai

paesi europei non membri dell'UE ai lavori dell'Istituto di studi sulla sicurezza dell'UE e di invitare dei rappresentanti di questi paesi a contribuire ai lavori del nuovo gruppo di lavoro in vista dell'elaborazione di un « Libro » sulla difesa europea:

1. Di elaborare, nel più breve tempo possibile, nel quadro del GAEAO e dell'OAEAO, un concetto inclusivo di cooperazione in materia di armamento mirante a dare un impulso politico efficace in vista della eventuale trasformazione dell'OAEAO in Agenzia europea dell'armamento al servizio della PESD;
2. Di studiare la possibilità di proporre ai paesi partner associati di aderire al GAEAO in qualità di membri a pieno titolo;
3. Di fare in modo che l'adesione all'OAEAO dei membri del GAEAO che ancora non ne fanno parte sia accelerata e che la possibilità di proporre ai paesi partner associati di aderire all'OAEAO in qualità di membri a pieno titolo sia studiata;
4. Di proporre all'UE di aprire ai membri europei della NATO non membri dell'UE e ulteriormente ai candidati all'UE

così come agli Stati terzi quali la Russia e l'Ucraina, la possibilità di partecipare a delle consultazioni bilaterali avanzate con i Quindici in occasione delle Conferenze di capacità affinché possano avanzare delle offerte e di riflettere sui mezzi per coinvolgerli più avanti;

5. Di conservare l'UEO a 28, quale strumento di riserva per realizzare, se del caso, dei progetti che non possono essere eseguiti dall'UE, ai sensi del Trattato di Bruxelles modificato e dell'articolo 17.4 del Trattato sull'Unione Europea nella versione di Nizza, nel quale si conferma che « le disposizioni del presente articolo non pregiudicano lo sviluppo di una cooperazione più stretta [...] nel quadro dell'UEO [...] »;
6. Di accettare, su proposta dell'Assemblea, i contributi volontari dei Paesi membri associati che ne facciano richiesta;
7. Di continuare a dimostrare un forte sostegno politico nei confronti delle attività dell'Assemblea, che resta, per il momento, il solo forum di riflessione a fornire una dimensione parlamentare alla PESD comprendente gli Stati europei membri della NATO non membri dell'UE ed altri Paesi candidati all'adesione all'UE.